

**MODIFICATIONS DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE  
DES FEMMES: L'INTERACTION ENTRE L'EVOLUTION  
DEMOGRAPHIQUE ET LES CHANGEMENTS  
DANS LE MARCHE DU TRAVAIL**

**Céline Le Bourdais et Hélène Desrosiers**

*Institut national de la recherche scientifique - Urbanisation,  
Montréal, Québec, Canada*

*Abstract* — On the basis of a literature survey, this paper advocates an integrated framework for the study of the professional and demographic trajectories of women; such an approach is essential if a better understanding of women's socio-economic conditions is to be achieved. The first two sections review studies separately treating the links between socio-economic condition, on the one hand, and 1) family situation and 2) labour market position, on the other hand. The third section of the paper examines recent works that attempt to integrate these two research frameworks. Having examined these issues, it is concluded that there is considerable reason for concern regarding the socio-economic situation of women towards the end of the century.

*Résumé* — Au moyen d'une revue de la littérature, ce texte souligne la nécessité d'une approche intégrée de l'étude des trajectoires démographiques et professionnelles des femmes si l'on espère aboutir à une meilleure compréhension de leurs conditions socio-économiques. Après avoir passé en revue les travaux traitant des liens entre situation familiale et situation socio-économique d'une part, et position sur le marché du travail et conditions de vie des femmes d'autre part, la troisième partie commente les travaux récents qui tentent de concilier les deux courants. Au terme de ce bref tour d'horizon, les auteures concluent qu'il y a tout lieu de s'inquiéter des conditions de vie qui seront réservées aux femmes au tournant du siècle.

*Key Words* — women, family, work, poverty, longitudinal, demographic and professional trajectories, Quebec

### *Introduction*

La forte montée de la participation des femmes au marché du travail, observée au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, laissait prévoir une amélioration de la situation économique des femmes. Or, une étude récente du Conseil national du Bien-être social, citée par *Le Devoir* en octobre 1986, conclut au contraire que si le portrait général de la pauvreté s'est amélioré en 1985, la situation précaire des femmes n'a pas quant à elle progressé (*Le Devoir*, 1986). Les femmes seules, les femmes âgées ou les femmes chefs de famille (monoparentale en majorité) continueraient à être largement sur-représentées parmi les individus vivant en-dessous des seuils de pauvreté établis par le Conseil.

Si plusieurs des facteurs qui sont à la base des conditions de vie difficiles que connaissent nombre de femmes ainsi que leurs dépendants ont déjà été analysés, ils ont rarement fait l'objet d'approches intégrées. D'une part, les études "démographiques" se sont souvent limitées à montrer comment les modifications enregistrées dans la structure des familles sont liées au processus d'appauvrissement vécu par les femmes, tandis que les recherches "économiques" ou "sociologiques" s'attachaient à expliquer les conditions socio-économiques des femmes en regard de la position qu'elles occupent sur le marché de l'emploi. D'autre part, la littérature apparaît aussi fragmentée en fonction d'un autre axe d'analyse — les études "micro" et "macro" — ce qui rend difficile la prise en compte des phénomènes dans leur ensemble. Ainsi, les études de type "macro", souvent basées sur des données de recensement, sont résolument orientées vers l'analyse des structures et des changements notés pour la société toute entière; à l'inverse, les études à portée "micro" qui s'appuient sur des données d'enquête mettent l'accent sur les attitudes et les comportements des femmes en oubliant parfois de les re-situer dans le contexte global dans lequel ils s'inscrivent.

Les études récentes portant sur l'analyse de la situation des femmes soulignent la nécessité de tenir compte à la fois de leur position dans la famille et dans le marché du travail (voir Kempeneers, 1985) et de tenter une intégration théorique des niveaux micro et macro-sociologiques d'analyse (Gee, 1986). Il s'agit d'abord de caractériser plus à fond les trajectoires socio-démographiques et socio-professionnelles des femmes et de les interpréter en regard des contextes économique, politique et social où elles se situent.

Pour effectuer une telle analyse, des données longitudinales, qui relatent l'enchevêtrement des trajectoires des femmes au cours de leur vie, s'avèrent nécessaires. Seules de telles données permettront en effet de fournir des éléments d'explication à plusieurs questions restées à ce jour sans réponse. Si

plusieurs études antérieures menées à partir des données de recensement ont, par exemple, souligné les liens entre monoparentalité et pauvreté des femmes, ou entre précarité de l'emploi et pauvreté, on connaît encore très peu de chose de la dynamique à la base de ces phénomènes ou du sens de la causalité qui les relie. Fort peu d'informations sur la durée de vie des divers types de familles ou sur l'étendue des périodes de pauvreté qu'elles traversent sont présentement disponible. Des données longitudinales recueillies auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des femmes adultes permettront de répondre à de telles interrogations, ouvrant par la suite la voie à des solutions possibles.

L'importance de telles questions ne saurait être sous-estimée. D'une part, la proportion de femmes pauvres ne cesse d'augmenter, en même temps que croît le nombre d'enfants vivant dans des familles monoparentales féminines, souvent pauvres (Burke, 1986); d'autre part, une étude américaine récente conclut que les enfants venant de familles à chef féminin pauvres sont à leur tour plus susceptibles de connaître des périodes continues de pauvreté au cours de leur vie adulte (McLanahan, 1985), d'où la nécessité d'agir pour remédier à cette situation.

Au moyen d'une revue de littérature, le texte qui suit plaide en faveur d'une analyse intégrée des trajectoires démographiques et socio-professionnelles des femmes et de leur impact sur leurs conditions socio-économiques. La première partie s'attache aux travaux qui ont étudié les liens entre situation familiale et situation socio-économique des femmes, tandis que la seconde passe en revue les études ayant analysé les conditions de vie des femmes en regard de leur position sur le marché du travail. La troisième partie commente les travaux récents qui tentent de concilier les deux courants précédents et suggère d'analyser les conditions de vie des femmes comme la résultante combinée de leurs trajectoires démographiques et socio-professionnelles. Enfin, la dernière partie tente de spéculer sur ce que risquent d'être les conditions de vie des femmes au tournant du siècle, compte tenu des prévisions canadiennes et de l'expérience vécue dans d'autres pays.

### *Femmes et Familles*

La structure de la famille a subi d'importantes modifications au Canada depuis le début des années soixante-dix. La diminution du nombre de familles époux-épouses et la réduction de la taille des familles ont été accompagnées parallèlement par une croissance rapide du nombre de personnes vivant en situation hors-famille et de familles monoparentales à chef féminin surtout (Burke, 1986). Ces transformations ont une incidence sur le processus de

féménisation de la pauvreté que l'on observe au Canada, tout comme dans bien d'autres pays industriels, depuis le début des années soixante-dix.

L'augmentation de la monoparentalité à laquelle on assiste depuis le début des années soixante-dix renverse la tendance amorcée au tournant des années cinquante. En effet, la baisse de la mortalité, associée à une réduction du nombre d'unions dissoutes par la mort d'un conjoint, et l'accroissement de la nuptialité au lendemain de la deuxième guerre mondiale s'étaient d'abord traduits par une augmentation relative du nombre de familles biparentales qui s'est poursuivie jusqu'au recensement de 1966 (Wargon, 1979). A partir de 1971 cependant, et suite à l'adoption par le Parlement canadien en 1968 d'une nouvelle loi sur le divorce, le nombre de divorces connaît une progression exceptionnelle au cours des années soixante-dix laquelle se reflète dans la hausse subséquente de familles monoparentales. Parallèlement, le nombre de naissances hors-mariage croît légèrement, contribuant aussi au rajeunissement et à la diversification de la monoparentalité (Leaune et Le Bourdais, 1985). En 1981, le concept de "famille monoparentale" englobe donc un ensemble de situations fort variées, résultat d'histoires matrimoniales et reproductives diverses; ces familles représentent alors entre 13,5 et 16,6 pour cent de l'ensemble des familles canadiennes avec enfants, dépendamment de l'âge des enfants retenus (Le Bourdais et Rose, 1984).

Les années soixante-dix ont aussi été caractérisées par une hausse très rapide du nombre de personnes vivant seules, le nombre de ces dernières doublant au cours de cette décennie. En 1981, une femme âgée de 15 ans et plus sur dix, et près d'une femme de 65 ans et plus sur trois, vit seule (Burke, 1986). Cette évolution reflète de nombreux mouvements: report de l'âge au mariage, départ des enfants du foyer parental à un âge plus précoce, montée du divorce, et surtout augmentation du nombre de personnes âgées et surmortalité masculine aux âges avancés.

Enfin, la taille des familles époux-épouses diminue nettement au cours des années soixante-dix, en raison de la chute importante de la fécondité que l'on observe au Canada, et au Québec en particulier (Mathews, 1984). Les familles à zéro ou deux enfants seraient, selon certains auteurs, en train de devenir la norme au détriment des familles plus larges (Gee, 1986).

Ces modifications dans la structure des ménages et des familles se répercutent de façon directe au niveau des conditions de vie des femmes. Déjà marqué à la fin des années soixante, le problème de la pauvreté chez les personnes seules ne cesse de s'amplifier: le taux de pauvreté touchant ce groupe a crû de 57 pour cent entre 1969 et 1983 au Canada comparativement à la diminution de 8 pour cent enregistrée du côté des familles (CNBS, 1985). Les femmes seules apparaissent nettement plus touchées que les hommes: près d'une femme

seule sur deux vivait en 1983 en situation de pauvreté, contre environ un homme sur trois (CNBS, 1985); les femmes formaient, par ailleurs, les deux tiers des ménages pauvres constitués de personnes seules en 1979 (Ross, 1983), et cette proportion passe à 70 pour cent en 1985 (Le Devoir, 1986). Fait à souligner, si le problème de la pauvreté chez les personnes seules est toujours fortement relié à celui de la pauvreté chez les femmes âgées, on assiste depuis le début des années soixante-dix à un accroissement plus rapide de la pauvreté chez les groupes d'âges plus jeunes, résultat sans doute lié à la montée du chômage d'une part, et à l'amélioration des revenus de pension d'autre part.

Du côté des familles, celles sous la conduite d'une femme (en majorité des familles monoparentales) ont vu leur situation économique relative se détériorer à partir des années soixante-dix. Entre 1970 et 1980, l'écart qui sépare les familles monoparentales à chef féminin de l'ensemble des familles au chapitre des revenus s'est creusé, le revenu moyen des premières ne croissant pas aussi rapidement que celui des secondes. Durant cette période, le revenu (en dollars constants) des familles époux-épouses s'est accru de 30 pour cent, et celui des familles monoparentales à chef masculin de 35 pour cent, tandis que celui des familles monoparentales à chef féminin ne progressait que de 18 pour cent (Statistique Canada, 1984a). Depuis le début des années quatre-vingt cependant, les familles canadiennes ont, en général, toutes connu des baisses importantes de revenu. Les familles monoparentales à chef féminin ont toutefois été plus sévèrement touchées par la récession de 1981-1983 que les familles à chef masculin (Le Bourdais et Rose, 1986b). Le taux de pauvreté des premières est en effet passé de 44 pour cent en 1980 (Ross, 1983), à 60 pour cent en 1985 (Conseil national du Bien-être social cité par Le Devoir, 1986).

L'appauvrissement des familles monoparentales à chef féminin apparaît étroitement lié au rajeunissement progressif des mères seules que l'on observe depuis le début des années soixante-dix. L'examen des revenus en fonction de l'âge des mères révèle en effet une association positive entre revenu de la famille et âge des mères, les familles les plus démunies étant fortement sur-représentées chez les moins de 35 ans (Priest, 1984). Les familles monoparentales sous la conduite de célibataires, qui sont dans l'ensemble plus jeunes et qui bien souvent ne reçoivent aucun revenu, de pension alimentaire ou autre, ressortent par ailleurs comme étant les plus défavorisées (Leaune et Le Bourdais, 1985).

Les données lient l'incidence de la pauvreté féminine à l'augmentation du nombre de familles monoparentales et de femmes seules ne tiennent évidemment pas compte de la situation socio-économique précaire que vivent nombre de femmes mariées (Scott, 1984). En effet, comme les études sur la pauvreté

postulent une répartition équitable des biens et revenus à l'intérieur des familles — hypothèse qui s'avère loin d'être toujours vérifiée (voir Eichler, 1983) —, on peut penser qu'un plus grand nombre de femmes que celui rapporté par les statistiques officielles connaissent effectivement des conditions de vie difficiles. Ce nombre est déjà pourtant fort élevé.

Une étude du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme rapportait à cet égard que plus de la moitié des Canadiennes pouvaient, en 1975, s'attendre à être pauvres à un moment donné de leur vie adulte, et que trois femmes sur quatre devraient assurer elles-mêmes leur autonomie financière (C.C.C.S.F., n.d.). Compte tenu d'une part, de l'évolution récente de la divortialité et de la mortalité et, d'autre part, de la précarité de la situation financière des femmes vivant en situation de couple (voir Le Bourdais et Rose, 1986a), il n'y a pas lieu de croire que les femmes d'aujourd'hui connaîtront au cours de leur vie des conditions meilleures que celles prédites pour leurs consoeurs dix ans plus tôt. Il faudrait pour cela que le "travail domestique" accompli par les femmes à l'intérieur de la famille soit reconnu au même titre que le "travail rémunéré" effectué par leur conjoint, lorsque vient le temps du partage des biens et des revenus lors d'une rupture volontaire d'union, ou lorsque vient le temps de récolter les revenus de pension accumulés suite au décès du conjoint. Si la jurisprudence canadienne tend à reconnaître de plus en plus aux épouses — de droit ou de fait — le droit de recevoir une part du patrimoine accumulé par leur conjoint au cours de leur union (voir Leclerc, 1986), leur travail domestique continue toutefois à être peu rentable quand vient le temps de le monnayer. Pour la majorité des femmes, l'acquisition d'une indépendance financière devient donc la seule possibilité réelle de se prémunir contre la pauvreté. Le problème c'est qu'elles doivent, là aussi, faire face à des difficultés majeures, dont entre autres celle de "devenir autonomes à une époque où l'emploi est une denrée rare" (Richer, 1985:22).

### *Femmes et Marché du Travail*

La situation socio-économique des femmes ne peut être envisagée seulement en regard des modifications survenues dans la structure de la famille. Elle est aussi étroitement liée à la position qu'elles occupent sur le marché de l'emploi laquelle, on le verra, ne les protège pas nécessairement de la pauvreté.

## Participation au marché du travail

Le taux d'activité féminine a plus que doublé depuis les années cinquante au Canada pour atteindre le niveau de 50 pour cent en 1980 (Armstrong, 1982). Les femmes actives qui ne constituaient que 22 pour cent de la main-d'oeuvre canadienne en 1951 en représentaient 41 pour cent en 1981 (Armstrong et Armstrong, 1984). Même si la croissance des taux d'activité féminine a été quelque peu ralentie par la crise économique des années quatre-vingt, ils n'en continuent pas moins d'augmenter: en 1985, 54 pour cent des femmes occupaient un emploi rémunéré ou étaient activement à la recherche d'un tel emploi (Statistique Canada, 1986a).

La hausse des taux d'activité a été particulièrement importante chez les femmes mariées âgées de 24 à 55 ans, suivies par les veuves, séparées et divorcées (Phillips et Phillips, 1983); cela a eu pour effet de modifier de façon marquée la structure par âge de l'activité féminine, antérieurement dominée par les moins de 25 ans et les 45-54 ans. Une fraction de cette augmentation serait toutefois, selon certains auteurs, illusoire puisqu'elle coïncide avec le déclin rapide de l'agriculture où nombre de femmes étaient autrefois "actives" même si non comptées comme membres de la "population active" (voir Phillips et Phillips, 1983).

En dépit de leur présence accrue sur le marché du travail, les gains enregistrés par les femmes à ce chapitre demeurent fort modestes. Le revenu et la mobilité professionnelle des femmes sont limités non seulement par les responsabilités qu'elles continuent d'assumer en majorité à l'intérieur de la sphère domestique (Scott, 1984; Chicha-Pontbriand, 1983), mais également par la ségrégation occupationnelle (Moore, 1985) et la discrimination salariale (Rosenfeld, 1980; Treiman et Hartmann, 1981) qu'elles rencontrent sur le marché du travail, la hausse du travail à temps partiel (Shaver, 1982; Armstrong, 1982), et aussi par leur faible niveau de syndicalisation (Phillips et Phillips, 1983) et de scolarisation (David-McNeil et Morin-Fortier, 1983).

## Structure du marché de l'emploi

Parmi les changements ayant marqué le marché de l'emploi au cours des dernières décennies, l'expansion du secteur des services et l'accroissement des emplois à temps partiel sont sans doute les plus importants et ils affectent de façon marquée la situation des travailleuses.

Plus de la moitié des emplois créés au Canada, entre 1975 et 1980, l'ont été dans les secteurs de la vente et des services (Armstrong, 1982), et au-delà du tiers des nouveaux emplois créés ont été des emplois à temps partiel. Ce

sont les femmes qui ont été embauchées massivement pour ces postes; elles ont comblé plus de 80 pour cent des emplois à temps partiel créés dans les domaines de l'enseignement, du travail de bureau, de la vente et de la santé (Shaver, 1982). La proportion de femmes occupant des emplois à temps partiel a ainsi crû de façon notoire; elle est passée, pour l'ensemble du Canada, de 20 pour cent en 1971 à 26 pour cent en 1983 (Armstrong et Armstrong, 1984). Par ailleurs, les femmes représentaient en 1981 plus des deux tiers (70 pour cent) de l'ensemble des travailleurs à temps partiel (Shaver, 1982).

Ce type de travail ne semble pas répondre aux besoins d'un nombre croissant de femmes. Si une femme sur dix travaillait à temps partiel en 1975 parce qu'elle n'avait pu trouver de travail à temps plein, ce pourcentage passe à plus de 25 pour cent en 1983 (Armstrong et Amrstrong, 1984). Le travail à temps partiel peut sans doute représenter une alternative pour nombre de femmes mariées ou en union libre, puisqu'il leur permet de bénéficier d'un revenu additionnel tout en évitant les problèmes liés à la garde des enfants (Shaver, 1982; Yeandle, 1984). Il ne saurait toutefois constituer une solution pour les femmes chefs de famille monoparentale, puisque cela signifie, dans bien des cas, des revenus inférieurs aux prestations d'aide sociale, une fois les frais de garde pris en compte (Le Bourdais et Rose, 1986b).

Les conditions de travail associées aux emplois à temps partiel sont, par ailleurs, bien documentées: plus faible rémunération, moindre possibilité de formation et de promotion, insécurité d'emploi, taux moins élevé de syndicalisation (Shaver, 1982; David-McNeil et Morin-Fortier, 1983). Suite à une comparaison des emplois à plein temps occupés par les hommes et ceux à temps partiel occupés par les femmes, White (1983) conclut que ces dernières se retrouvent captives d'un "triple ghetto" à l'intérieur du marché du travail.

### Ségrégation occupationnelle

Bien que, depuis les années 1950, les femmes aient accru de façon importante leur présence dans toutes les branches d'activité, leur concentration dans un nombre limité d'occupations a persisté et a même augmenté au cours des ans. En 1981, 60 pour cent des femmes en emploi se concentraient à l'intérieur de 21 occupations de la liste détaillée de Statistique Canada (contenant 494 occupations); à l'inverse, les 21 occupations dominantes chez les hommes ne regroupaient que 35 pour cent d'entre eux (Armstrong et Armstrong, 1984). Par ailleurs, 60 pour cent de la main-d'oeuvre féminine travaillaient dans les secteurs de la vente et des services où ont été créés plus de la moitié des emplois entre 1975 et 1980 (Armstrong, 1982). Seulement une minorité de Canadiennes ont été embauchées dans des emplois de cadres, professionnelles ou

techniciennes; "en dépit de la publicité donnée récemment au mouvement des femmes vers les bons emplois", leur gain relatif n'aurait été que de 1,4 pour cent entre 1941 et 1981 (Armstrong et Armstrong, 1984:41). Si elles occupent en 1981 près de la moitié des emplois appartenant à cette catégorie, les femmes sont de plus en plus concentrées dans les postes de techniciennes par opposition aux hommes qui accaparent de façon croissante les emplois de professionnels.

Une analyse spécifique de l'évolution récente de la ségrégation inter- et intra-occupationnelle conclut, à la persistance de la ségrégation occupationnelle par sexe au Canada entre 1971 et 1981 (Moore, 1985; pour les États-Unis, voir Reskin, 1984). Quant à l'évolution future, certains auteurs prédisent une augmentation, ou tout au mieux une stagnation, de la ségrégation sexuelle de l'emploi (Cain, 1985). D'une part, bien que de nouveaux secteurs hautement spécialisés se développent, le volume d'emplois diminuera vraisemblablement (Messier, 1983). Les femmes et les jeunes risquent d'être davantage touchés, puisqu'ils forment une fraction de plus en plus importante des travailleurs semi-spécialisés et non spécialisés (Scott, 1984; Armstrong, 1982). De plus, l'orientation des filles vers des métiers et professions traditionnels continue à les cantonner dans des secteurs en surplus de main-d'oeuvre (Messier, 1983). Enfin, les obstacles à l'éducation permanente des femmes (horaires, problèmes de garde) ainsi que les faibles possibilités de stage et de recyclage dont elles peuvent bénéficier en cours d'emploi, compte tenu du type de poste occupé, constituent également des barrières à leur avancement économique et professionnel (Canadian Committee on Learning Opportunities for Women, 1977). Ces tendances risquent donc d'accroître la concurrence entre les femmes sur le marché du travail et d'exercer une pression à la baisse sur les salaires déjà faibles qu'elles gagnent.

### Chômage

La situation socio-économique défavorable des femmes n'est sans doute pas sans lien avec les niveaux élevés de chômage qu'elles connaissent. Ceux-ci ont triplé depuis le début des années cinquante (Armstrong, 1982). A la fin des années soixante-dix, le chômage féminin est supérieur à celui des hommes dans chacun des secteurs d'activité à l'exception de la construction, et pour l'ensemble des professions (David-McNeil et Morin-Fortier, 1983). D'autre part, si les femmes ont été moins durement frappées par la crise économique que les hommes, comme en témoignent les taux de chômage plus élevés de ces derniers en 1982 et 1983, la situation s'est toutefois renversée à partir

de 1984 (Armstrong et Armstrong, 1984). En 1985, le chômage touche dorénavant onze femmes actives sur cent (Statistique Canada, 1986a).

Même s'ils sont déjà fort élevés, les taux de chômage officiels sous-estiment le niveau de sous-emploi de la population adulte, et ce plus particulièrement pour les femmes. Ces taux ne tiennent pas compte des travailleuses qui, faute de se trouver un emploi et des services de garde, ne sont plus à la recherche d'emploi et sont alors exclues de la population active, ni des femmes qui travaillent à temps partiel par manque d'alternative. Une étude produite par le Conseil du statut de la femme révèle que le niveau de sous-emploi des Québécoises était plutôt de l'ordre de 33 pour cent que de 13,9 pour cent (taux officiel de chômage) en 1982, lorsqu'on tient compte de ces "sources cachées" de chômage (Rheault, Lepage et Boivin, 1983). La durée de la période de chômage tend par ailleurs à s'allonger depuis 1982, et ce, plus particulièrement chez les femmes; leur durée moyenne de chômage était, en 1983, de 20 semaines (Statistique Canada, 1985). En raison des bas salaires qu'elles enregistrent au départ, les femmes en chômage vivent une situation précaire puisqu'elles dépendent presque exclusivement des faibles prestations qu'elles reçoivent (Armstrong, 1982) n'ayant pu accumuler suffisamment d'épargnes lors de leur période de travail pour maintenir leur pouvoir d'achat (David-McNeil et Morin-Fortier, 1983).

Les taux élevés de chômage enregistrés au Canada depuis le début des années 1980 pourraient avoir des effets négatifs à moyen terme non seulement pour les femmes en chômage mais aussi pour celles en emploi; le décalage persistant observé entre l'offre et la demande de travail augmente la compétition entre femmes sur le marché du travail et les rend plus susceptibles d'accepter de mauvaises conditions de travail et des emplois mal payés. Cette situation risque de continuer à se détériorer à mesure que la micro-technologie touche les emplois traditionnellement réservés aux femmes (Armstrong, 1982; Phillips et Phillips, 1983).

### Disparités salariales

En 1977, 73 pour cent des Canadiennes touchaient des salaires moindres que ce qu'il en coûtait pour subvenir aux besoins de quatre personnes contre 32 pour cent des hommes, et 44 pour cent d'entre elles bénéficiaient de salaires et traitements inférieurs au seuil de pauvreté défini par Statistique Canada pour un ménage de deux personnes (Gauthier, 1983). En 1980, les Canadiennes gagnaient en moyenne 9700 \$ comparativement à 18 200 \$ pour les hommes (Statistique Canada, 1984b); le revenu des femmes travaillant à temps plein en 1980 représentait seulement 64 pour cent du revenu de leurs homologues

masculins comparativement à 60 pour cent en 1970 (Armstrong et Armstrong, 1984) et 62 pour cent en 1977 (C.C.C.S.F., n.d.). Il semblerait, par ailleurs, que les faibles gains enregistrés par les femmes au cours des années soixante-dix soient progressivement en train de s'éroder en raison du contexte économique des années quatre-vingt.

Sec chiffres camouflent des disparités qui s'additionnent et se creusent au fil des ans. Ainsi,

(la) courbe... de revenu des femmes, moins accentuée que celle des hommes indique que celles-ci commencent à perdre leurs chances d'égalité avec les hommes (très tôt dans leur vie active)..., qu'elles atteignent leur maximum de capacité de gain entre 25 et 34 ans (10 ans avant les hommes), et que pour les trente années suivantes..., elles travaillent pour une rémunération de moitié inférieure à celle des hommes. (Nieman, 1982:61).

Enfin lorsqu'elles arrivent à la retraite, elles se retrouvent désavantagées en raison du caractère de leurs trajectoires professionnelles et de leurs plus faibles revenus lorsque présentes sur le marché du travail. Le revenu moyen qu'une femme obtenait du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec s'élevait à 99 \$ par mois en 1980 comparativement à 141 \$ pour un homme; on notera de plus que seulement 27 pour cent des travailleuses cotisent à un régime de pensions privé (C.C.C.S.F., n.d.).

Les divers modèles d'analyse mis de l'avant pour expliquer l'inégalité des revenus par sexe et le cantonnement des femmes dans les emplois mal payés demeurent peu convaincants (pour une revue, voir Ferber, 1982; Phillips et Phillips, 1983). Par exemple, l'hypothèse selon laquelle les bas revenus des femmes seraient en grande partie dus à leur faible "capital humain", tel que mesuré par leur éducation, n'apparaît pas vérifiée (Mahoney, 1982). En fait, un des problèmes des explications proposées (ségrégation de l'emploi, discrimination statistique, qualifications) est qu'elles demeurent partielles puisqu'elles se limitent au seul fonctionnement du marché du travail. Les recherches récentes suggèrent plutôt d'analyser le "travail" des femmes dans sa continuité, c'est-à-dire en tenant compte des liens qui unissent la sphère domestique et le marché du travail. C'est là l'objet de la partie suivante.

*Interaction Entre Famille et Emploi*

Plusieurs études récentes ont porté sur l'analyse de la participation des femmes au marché du travail en regard de leurs caractéristiques démographiques, et ce tant à partir de données officielles (David-McNeil et Mortin-Fortier, 1983; Ericksen et Klein, 1981; Yohalem, 1980) que de données d'enquêtes (Burch, 1985; Lapierre-Adamcyk et Marcil-Gratton, 1986; Shaw, 1985; Waite, 1980). Ces études ont permis de mettre en lumière certaines des interrelations complexes qui unissent les deux sphères d'activités des femmes. Il ressort, à la lueur de ces analyses, que si la participation plus ou moins soutenue des femmes au marché du travail est en train de devenir un phénomène de plus en plus généralisé, leurs trajectoires professionnelles deviennent quant à elles plus diversifiées tout comme d'ailleurs les facteurs qui conditionnent et structurent ces trajectoires.

Au total, les principales variables liées à la participation des femmes sur le marché du travail et au type d'emploi occupé ne seraient plus essentiellement l'âge et l'état matrimonial des femmes (Burch, 1985; Ericksen et Klein, 1981). Les facteurs influençant l'activité féminine seraient davantage le nombre et l'âge des enfants présents à la maison (C.A.S.F., 1981; Heckman et Macurdy, 1980; Lapierre-Adamcyk et Marcil-Gratton, 1986), les coûts ou la disponibilité des services de garde (Niemi, 1981), le niveau de scolarité des femmes (Phillips et Phillips, 1983), leur expérience antérieure de travail (Shaw, 1985) et leur profession (C.A.S.F., 1981), de même que le niveau de revenu du conjoint (Waite, 1980) ou les ressources familiales.

Bien qu'une pluralité d'études aient souligné la présence de liens entre ces divers facteurs et la participation et le degré de succès des femmes sur le marché du travail, on s'interroge encore sur le sens de la causalité reliant ces variables. Un des exemples les plus typiques concerne la question du lien entre fécondité et activité rémunérée. La littérature démographique s'est attachée à montrer comment l'activité des femmes peut influencer leur niveau de fécondité, alors qu'inversement nombre d'études économiques s'intéressaient à l'impact de la fécondité des femmes sur leur degré de participation au marché de l'emploi (voir Kempeneers, 1985). Ce débat souligne l'incapacité des modèles économiques traditionnels à expliquer la participation des femmes au travail rémunéré puisqu'ils ne tiennent pas compte de la spécificité du "travail" féminin. Il suggère, dans un deuxième temps, la nécessité d'analyser le rapport des femmes au marché du travail en prenant en considération l'articulation entre le cycle d'activité des femmes et le cycle de vie familiale. Peu de recherches de ce genre ont été menées au Canada; cela tient peut-être au fait que, jusqu'à très récemment, on disposait de peu de données permettant de telles analyses.

L'approche longitudinale constitue la méthode d'analyse la plus appropriée afin de cerner les trajectoires professionnelles des femmes (Kempeneers, 1985). Elle a surtout été utilisée aux États-Unis à partir de données d'enquêtes, comme la "National Longitudinal Survey (NLS) for the Labor Market Experiences" (Waite, 1980; Shaw, 1985), ou de données provenant du recensement et de l'état civil (Eriksen et Klein, 1981). A titre d'exemple, ces derniers ont examiné l'impact du changement de la structure démographique sur le travail des femmes à partir des recensements américains de 1960 et 1970. Leur analyse révèle une diminution, au cours des années soixante, de l'effet du statut marital sur la participation des femmes au marché du travail, aucun changement en ce qui concerne l'effet de la présence d'enfants d'âge préscolaire et

clear evidence that rates are increasing not only because of changes in family structure, but because of changes in the employment patterns of successive cohorts of women (Eriksen et Klein, 1981:5).

De son côté, Waite (1980) a étudié le rôle différentiel des déterminants démographiques, économiques et sociaux de la participation des femmes au marché de l'emploi, compte tenu du cycle de vie familiale. Chez les femmes ayant de jeunes enfants, l'histoire antérieure en termes de participation au marché du travail semble être un des déterminants les plus importants de leur présence actuelle en emploi; chez les femmes n'ayant plus d'enfants à la maison par contre, l'activité rémunérée semble plus étroitement liée à des variables autres, comme le revenu du mari ou les conditions du marché du travail environnant.

Shaw (1985) a, pour sa part, montré que la participation des femmes au marché du travail est affectée par des facteurs autres que ceux qui influencent le degré d'attachement de ces dernières à leur emploi. Il semblerait que des variables aussi diverses que la présence de jeunes enfants, un mauvais état de santé, un taux élevé de chômage, la mobilité résidentielle, le niveau de scolarité ou l'expérience de travail, ont une plus grande influence sur le degré d'attachement des femmes au marché du travail que sur leur présence ou leur absence. Inversement, les attitudes envers les rôles sexuels ou le revenu du conjoint seraient davantage associés au fait de travailler ou non qu'à la continuité de la trajectoire professionnelle.

En dépit de leur apport, les analyses portant sur la problématique activité-fécondité, réalisées au cours des quinze dernières années, présentent des limites importantes. D'une part, la majorité d'entre elles mettent en second plan l'importance des contraintes du marché de l'emploi (absence d'emplois convenables, faible rémunération, rigidité des horaires) sur les comportements

des femmes en matière d'activité (voir Kempeneers, 1985). D'autre part, aucune des études citées précédemment ne pose autrement qu'en termes impressionnistes la question de la division sexuelle du travail domestique. Pourtant, il semble que la majorité des femmes d'aujourd'hui continuent seules à assumer en grande partie les tâches domestiques (Chicha-Pontbriand, 1983), auxquelles elles consacrent encore à peu près autant de temps que leurs grand-mères (Huber et Spitze, 1983). En fait, les études récentes montrent que la participation accrue et plus soutenue des femmes sur le marché du travail n'a pas été accompagnée parallèlement d'un changement correspondant dans la division sexuelle du travail domestique (Hartmann, 1981; Le Bourdais, Hamel et Bernard, 1987).

La notion de "travail domestique" n'a été que récemment introduite dans les recherches intéressées à l'activité rémunérée des femmes, et elle se heurte à des problèmes de conceptualisation et d'opérationnalisation importants (voir Vandelac *et al.*, 1985). Les études exploratoires en ce domaine, même si elles se fondent sur une opérationnalisation un peu frustrée du concept, montrent toutefois que la prise en charge d'activités domestiques affecte négativement non seulement les performances professionnelles des femmes, mais aussi celles des hommes (Coverman, 1983). Ces résultats soulignent la nécessité de tenir compte des trajectoires démographiques des femmes si l'on espère aboutir à une compréhension de leurs conditions socio-économiques difficiles. Ainsi, la pauvreté que connaissent nombre de femmes et de familles sous la conduite d'une femme n'est sans doute pas sans lien avec le caractère intermittent des trajectoires professionnelles des femmes, lequel est souvent le résultat d'"un arbitrage (antérieur) entre le niveau de revenu sur le marché du travail et le nombre d'enfants qu'elles désirent avoir" (Breton, 1984:19). Comme les conditions socio-économiques des femmes sont étroitement liées à leur participation au marché du travail, et que cette dernière est à son tour "liée aux transformations du travail domestique au cours du cycle familial, son étude implique donc ... la connaissance des trajectoires (démographiques) des femmes" (Chabaud, 1984:348).

De récentes études qualitatives sur les trajectoires familiales et professionnelles des femmes ont révélé de nouveaux éléments significatifs d'analyse (voir les textes réunis dans Barrère-Maurisson *et al.*, 1984). Ces recherches ont mis en évidence le rôle déterminant de l'origine sociale et familiale des femmes sur les trajectoires qu'elles enregistrent, et resitué la question des "choix" effectués par les femmes en fonction des contextes (familial et marché de l'emploi) dans lesquels ils s'inscrivent (Kempeneers, 1985).

Par exemple, l'étude de Fournier (1986) révèle que si le niveau d'éducation atteint par les femmes affecte leur taux d'activité, ce sont davantage les "trajectoires socio-éducatives" (mesurées en termes de décalage entre le niv-

eau moyen du milieu d'origine et le niveau atteint) qui contribuent le plus à rendre compte de la participation différentielle des femmes au marché du travail. Les femmes en mobilité ascendante investiraient davantage dans le marché du travail, tandis que leurs consœurs en mobilité descendante tendraient au contraire à investir du côté des stratégies matrimoniales et à quitter le marché de l'emploi dès le mariage. De son côté, l'étude de Pitrou *et al.* (1984) révèle que le degré d'attachement des femmes d'un même secteur d'activités au marché du travail est fonction, non seulement de l'histoire reproductive de ces femmes, mais aussi de leur position occupationnelle face à celle de leur conjoint. Les familles où les femmes occupent un emploi plus stable ou mieux rémunéré que celui du conjoint tendraient ainsi à adopter des stratégies familiales visant le maintien de la femme sur le marché du travail, tels le retour de la femme au travail dès la fin du congé de maternité minimal ou la prise en charge du soin des enfants par le conjoint.

Au total, les résultats de ces études récentes soulignent la nécessité d'élargir le cadre d'analyse, d'étudier dans une perspective longitudinale les interrelations entre trajectoires démographiques et socio-professionnelles des femmes, compte tenu des contextes où elles s'inscrivent. Les récents développements qui ont marqué la recherche canadienne, tant au point de vue méthodologique que du côté de la collecte des données, rendent un tel projet de recherche tout à fait envisageable à l'heure actuelle.

### *Une Recherche en Trois Temps*

Le premier volet de cette recherche sur les conditions socio-économiques des femmes devrait s'attacher à caractériser à un niveau macro-sociologique les changements globaux, tant démographiques qu'économiques, qui sont survenus au cours des dernières décennies. Plus particulièrement, il faudrait tenter de mettre en relation les modifications que l'on observe dans la structure des familles et du marché de l'emploi; on pourrait, par exemple, examiner l'impact du changement de la structure démographique sur le travail des femmes en tenant compte des générations concernées. Les données pour une telle analyse sont nombreuses et facilement accessibles (recensement, état civil). Il s'agit ici de broser la toile de fond sur laquelle les histoires des femmes prennent place.

Le deuxième volet de la recherche devrait tenter, à partir de données d'enquêtes, d'analyser de façon concomitante les trajectoires démographiques et professionnelles des femmes. Si de telles données n'ont commencé à être recueillies au Canada qu'à partir de 1971 (voir Henripin et Lapierre-Adamcyk,

1974), les enquêtes complémentaires menées en 1984, portant l'une sur la fécondité (voir Lapierre-Adamcyk et Marcil-Gratton, 1986), l'autre sur la famille (Burch, 1985), rendent possible une première analyse de ces relations. De plus, les développements méthodologiques récents, en particulier l'approche de l'histoire des événements ("event-history analysis"), constituent un apport précieux pour l'étude des trajectoires démographiques et professionnelles des femmes.

Enfin, la dernière partie de l'analyse devrait, selon nous, s'appuyer sur une enquête de nature plus qualitative, relevant de la tradition des "récits de vie", et qui demeure encore à faire. Cette partie viserait plus particulièrement à suivre au fil des "récits" des femmes, les diverses stratégies qu'elles ont développées à l'intérieur des ménages ou familles où elles ont vécu pour combiner vie familiale et vie professionnelle, et qui ne pourront être dégagées de l'analyse des données officielles ou des enquêtes pré-citées. Menée en parallèle avec les deux étapes précédentes, cette analyse permettra de développer nombre d'hypothèses qui pourront être testées avec les données précédentes, et alimenteront directement le processus de réflexion théorique déjà amorcé.

### *En Guise de Conclusion... Que Réserve L'avenir*

En regard de l'analyse présentée dans les sections précédentes et en se basant sur certaines projections canadiennes ou autres, cette dernière partie conclut en spéculant brièvement sur ce que risquent d'être les conditions socio-économiques des femmes de demain.

Selon les projections des familles réalisées au Canada (Statistique Canada, 1981)<sup>1</sup> ou en France (Rallu, 1986), on peut s'attendre à ce que le nombre de familles monoparentales à chef féminin continue à croître progressivement d'ici l'an 2000, et que le processus de rajeunissement et de diversification observé récemment pour ce type de famille se poursuive au cours des prochaines années. Par ailleurs, le nombre de femmes vivant seules continuera vraisemblablement de croître d'ici le tournant du siècle. D'une part, le nombre de femmes de plus 65 ans devrait presque doubler d'ici l'an 2006 (Burke, 1986), et la proportion de femmes âgées seules devrait continuer à progresser, compte tenu de la surmortalité masculine au-delà de cet âge et de la tendance des hommes à marier des femmes plus jeunes. D'autre part, le nombre de femmes seules dans les groupes d'âges plus jeunes pourrait aussi augmenter sensiblement si "l'ajournement du mariage, l'augmentation du nombre de ceux qui restent célibataires et du taux de divorce" se maintiennent (Burke, 1986:10).

La présence accrue des femmes sur le marché de l'emploi sera sans doute appelée à se maintenir au cours des prochaines années en raison de l'accroissement des responsabilités familiales des femmes (hausse de la monoparentalité) et du contexte économique général qui requiert la participation des deux conjoints au revenu familial (Bloom, 1986). Les études menées à ce jour, qu'elles soient américaines (Yohalem, 1980) ou canadiennes (Menziez, 1982; Foot, 1982), prévoient toutes une hausse de la main-d'oeuvre féminine d'ici la fin des années 1980. La proportion des femmes à l'intérieur de la main-d'oeuvre se situerait autour de 45 pour cent en 1990 (voir Foot, 1981 et 1982) comparativement au pourcentage de 41 pour cent noté en 1981. La part la plus importante de cette augmentation proviendra vraisemblablement de la hausse des taux d'activité féminine chez les 25 ans et plus (Department of Finance Canada, 1980); le Conseil économique du Canada (1982) estime qu'en 1990, les femmes seront presque aussi nombreuses que les hommes parmi le groupe des travailleurs de 25-54 ans.

Par ailleurs, de nombreuses études soulignent l'impact négatif qu'entraînera l'implantation de nouvelles technologies sur l'emploi des femmes. Elle pourrait susciter des taux de chômage féminin variant entre 25 et 40 pour cent selon le pays considéré et le secteur d'activité touché (voir Menziez, 1982; Eckart, 1982). Pour les seuls emplois de bureau, Menziez (1981) estime à au moins 200 000 le nombre de travailleuses canadiennes susceptibles de se retrouver sans emploi en 1990. D'autres auteurs, plus optimistes, croient toutefois que l'avènement des microtechnologies multiplierà à moyen et long terme le nombre d'emplois (Conseil économique du Canada, 1982). Tous s'entendent cependant sur un point, à savoir que l'implantation de ces technologies entraînera la création de nouvelles catégories d'emplois spécialisés (secteurs professionnels et administratifs) où les femmes sont peu présentes, et inversement l'abolition ou la déqualification des postes de travail où elles sont concentrées (Séguin, 1986). Les obstacles au recyclage des femmes, tout comme leur concentration dans les secteurs les plus vulnérables (voir plus haut dans le texte), risquent d'accroître la ségrégation occupationnelle existante (International Labor Organization, 1981), et de conduire à "la formation d'un marché du travail à deux vitesses" (Fournier, 1986:245), entraînant ainsi un accroissement de la concurrence féminine pour des emplois de plus en plus menacés par des crises structurelles de chômage (Menziez, 1981).

Ces contraintes pourraient perpétuer, voire même creuser, les disparités salariales observées entre hommes et femmes. Compte tenu de l'arrivée continue de nouvelles entrantes sur le marché du travail, de la hausse probable des emplois à temps partiel et des niveaux de chômage imputable à l'introduction de nouvelles technologies, plusieurs auteurs concluent que les gains

modestes enregistrés par les femmes au cours de la dernière décennie pourraient s'effriter progressivement et mener à un nouvel élargissement des écarts salariaux entre hommes et femmes (Cain, 1985; International Labor Organization, 1981). De plus, le retrait temporaire du marché du travail des mères de jeunes enfants risque d'opérer à leur désavantage au cours des prochaines années, dans la mesure où elles seront moins bien préparées pour faire face aux situations fort changeantes de l'emploi. Les femmes plus âgées éprouveront sans doute des problèmes similaires en raison des difficultés rencontrées au chapitre du recyclage de leurs qualifications (Yeandle, 1984). Comme le mentionne Menzies,

Canadian women are under serious threat because of their concentration in occupations that are being swept aside to make way for the new information society of the post-industrial era. They are further threatened because they lack mobility – financially and educationally – to adapt to the changing labour demands. (Menzies, 1981:80).

En somme, les changements économiques et sociaux survenus au cours des dernières décennies ne semblent pas avoir ouvert de nouvelles opportunités à la majorité des femmes et l'on ne peut que s'inquiéter des conditions de vie qui leur seront offertes au tournant du siècle.

#### *Note*

1. Au moment de la rédaction de cet article, les projections des familles à partir des données du recensement de 1981 n'étaient malheureusement pas encore disponibles.

#### *Références*

- Armstrong, P. 1982. Unemployed & underemployed: Not to mention underpaid & overworked. *Canadian Woman Studies* 3(4):41-43.
- \_\_\_\_\_ et H. Armstrong. 1984. *The Double Ghetto*. (édition révisée). Toronto: McClelland and Stewart.
- Barrère-Maurisson, M.-A. et al. 1984. *Le sexe du travail: structures familiales et système productif*. Grenoble: Presses de l'Université de Grenoble.

*Modifications de la situation socio-économique des femmes*

- Bloom, D.E. 1986. Women and work. *American Demographics* 8(9):24-30.
- Breton, A. 1984. Le mariage, la population et le taux d'activité des femmes. Ottawa: Approvisionnement et services Canada.
- Burch, T.K. 1985. Enquête sur la famille — Conclusions préliminaires. Catalogue 99-955. Ottawa: Statistique Canada.
- Burke, M.-A. 1986. Structures familiales: la diversité s'installe. Statistique Canada catalogue 11-008. Tendances sociales canadiennes, été: 7-10.
- Cain, P.S. 1985. Prospects for pay equity in a changing economy. Dans Heidi I. Hartmann (ed.), *Comparable Worth — New Directions for Research*. Washington, D.C.: National Academy Press.
- Canadian Committee on Learning Opportunities for Women. 1977. *Learning Opportunities for Women: An Impressionistic Overview*. Toronto: Canadian Association for Adult Education.
- Chabaud, D. 1984. Problématiques de sexes dans les recherches sur le travail et la famille. *Sociologie du travail* 26(3):346-359.
- Chicha-Pontbriand, M.T. 1983. Extensions de l'approche comptable du surplus économique: Aspects conceptuels, quantitatifs et pragmatiques. Thèse de doctorat, Université McGill, Montréal, Québec (en particulier voir le chap. 2 sur "Le travail ménager", p. 84-270).
- Conseil consultatif canadien de la situation de la femme (C.C.C.S.F.). n.d. *Les femmes et la pauvreté: Quelles sont leurs chances?* Feuille de données, no. 6. Ottawa.
- Conseil des Affaires et de la famille (C.A.S.F.). 1981. *Concilier maternité et participation au monde du travail*. Québec.
- Conseil économique du Canada. 1982. Pénuries et carences. *Travailleurs qualifiés et emplois durant les années 1980*. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et services Canada.
- Conseil national du bien-être social (C.N.B.S.). 1985. *La pauvreté à la hausse*. Ottawa.
- Coverman, S. 1983. Gender, domestic labor and wage inequality. *American Sociological Review* 48(5):623-637.
- David-McNeil, J. et A. Morin-Fortier. 1983. *Autonomie économique des femmes*. Québec: Fédération des Femmes du Québec.
- Department of Finance Canada. 1980. *Participation and Labour Force Growth in Canada*. Ottawa.
- Eckart, D. 1982. Microprocessor, women, and future employment opportunities. *International Journal of Women's Studies* 5(1):47-54.
- Eichler, M. 1983. *Families in Canada Today*. Toronto: Gage.
- Ericksen, J.A. et G. Klein. 1981. Women's employment and changes in family structure. *Sociology of Work and Occupations* 8(1):5-23.

- Ferber, M.A. 1982. Women and work: Issues of the 1980s. *Signs* 8(2):273-295.
- Foot, D. 1981. A Challenge of the 1980s: Unemployment and Labour Force Growth in Canada and the Provinces. Report prepared for the House of Commons Parliamentary Task Force on Employment Opportunities in the 1980s. Toronto: Institute for Policy Analysis and Department of Political Economy, University of Toronto.
- \_\_\_\_\_. 1982. *Canada's Population Outlook*. Ottawa: James Lorimer & Company Publishers en association avec le Canadian Institute for Economic Policy.
- Fournier, C. 1986. L'offre de travail des jeunes femmes. Essai de construction d'un outil d'analyse. Université d'Aix Marseille II et C.N.R.S., thèse de troisième cycle en économie des ressources humaines.
- Gauthier, A. 1983. Les politiques sociales et le travail domestique ou une liaison entre les femmes et l'État. Québec: Conseil du Statut de la Femme.
- Gee, E.M. 1986. The life course of Canadian women: An historical and demographic analysis. *Social Indicators Research* 18(3):263-283.
- Hartmann, H. 1981. The family as the locus of gender, class and political struggle: The example of housework. *Signs* 6(3):366-394.
- Heckman, J.J. et T.E. Macurdy. 1980. A life cycle model of female labour supply. *Review of Economic Studies* 47(1):47-74.
- Henripin, J. et E. Lapierre-Adamcyk. 1974. La fin de la revanche des berceaux: Qu'en pensent les Québécoisies. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Huber, J. et G. Spitze. 1983. *Sex Stratification: Children, Housework and Jobs*. New York: Academic Press.
- International Labor Organization. 1981. Women technology and the development process. Dans R. Dauber and M.C. Cain (eds.), *Women and Technological Change in Developing Countries*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Kempeneers, M. 1985. Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes. *Cahiers québécois de démographie* 14(2):147-164.
- Lapierre-Adamcyk, E. et N. Marcil-Gratton. 1986. Les mères canadiennes au travail et leurs besoins en matière de garde d'enfants. Mémoire présenté au Comité spécial sur la garde d'enfants de la Chambre des communes. Montréal: Université de Montréal, Groupe de recherche sur la démographie québécoise.
- Leaune, V. et C. Le Bourdais. 1985. L'évolution de la monoparentalité féminine dans différentes régions du Québec, 1971-1981. *Cahiers québécois de démographie* 14(2):185-207.
- Le Bourdais, C., P.J. Hamel et P. Bernard. 1987. Le travail et l'ouvrage. Charge et partage des tâches domestiques chez les couples québécois. *Sociologie et sociétés* 19(1):sous presse.

*Modifications de la situation socio-économique des femmes*

- Le Bourdais, C. et D. Rose. 1984. Les familles monoparentales et l'espace urbain. Caractéristiques et besoins dans la région métropolitaine de Montréal. Nouvelles valeurs — Répercussions sur la pratique et l'action familiales. Compte-rendu du deuxième congrès annuel des Services à la famille-Canada, Montréal, p. 167-190.
- Le Bourdais, C. avec la collaboration de D. Rose. 1986a. Vers une caractérisation des familles monoparentales québécoises à chef féminin. Dans S. Langlois et F. Trudel (éds.), *La morphologie sociale en mutation au Québec*, Cahiers de l'AC-FAS 41:141-158.
- Le Bourdais, C. et D. Rose. 1986b. Les familles monoparentales et la pauvreté. *Revue internationale d'action communautaire* 16/56:181-189.
- Leclerc, Jean-Claude. 1986. Entre elle et lui, l'argent. *Le Devoir* 4(août):4.
- Le Devoir. 1986. Les femmes chef de famille vivent toujours dans des conditions pénibles. 22 octobre.
- Mahoney, P. 1982. Silence is a woman's glory: The sexist content of education. *Women's Studies International Forum* 5(4):463-474.
- Mathews, G. 1984. Le choc démographique. Montréal: Boréal Express.
- McLanahan, S. 1985. Family structure and the reproduction of poverty. *American Journal of Sociology* 90(4):873-901.
- Menzies, H. 1981. Women and the Chip. Montréal: Institut de Recherches Politiques.
- \_\_\_\_\_. 1982. Women and microtechnology. *Canadian Women Studies* 3(4):13-17.
- Messier, S. 1983. Perspectives d'emploi pour les Québécoises dans la décennie 1980. Québec: Conseil du Statut de la Femme.
- Moore, G. 1985. Horizontal and Vertical: The Dimensions of Occupational Segregation by Gender in Canada. Ottawa: Canadian Research Institute for the Advancement of Women.
- Nieman, L. 1982. L'égalité de la rémunération: l'infériorité du statut socio-économique de la femme au sein de la main-d'oeuvre. Dans *Égalité des sexes sur le marché du travail*, exposé d'une conférence parrainée par le Bureau de la main-d'oeuvre féminine, Travail Canada, 17, 18 et 19 mars.
- Niemi, A.W. 1981. The impact of children on female earnings. Dans G. Kunan et R. Ghosh (eds.), *Women in the Family and the Economy: An International Comparative Survey*. Westport: Greenwood Press.
- Phillips, P. et E. Phillips. 1983. *Women and Work — Inequality in the Labour Market*. Toronto: James Lorimer & Company.
- Pitrou, A., F. Battagliola, M. Buisson, N. Rousier, J. Ruffier et Y. Toussaint. 1984. La continuité de l'activité professionnelle: trajectoires d'employées du secteur tertiaire. *Sociologie du travail* 26(3):290-307.

- Priest, G.E. 1984. Cycle de vie de la famille et logement au Canada: Une analyse fondée sur les données du recensement de 1981. Catalogue 11-003F. Revue statistique du Canada, septembre: vi-xxiii.
- Rallu, J.-L. 1986. Projection des familles aux 1.1.1990 et 1.1.1995. Population 41(3):511-532.
- Reskin, B.F. (ed.) 1984. Sex Segregation in the Workplace: Trends, Explanations, Remedies. Committee on Women's Employment and Related Social Issues. Washington, D.C.: National Academy Press.
- Rheault, S., F. Lepage et M. Boivin. 1983. Les femmes et l'emploi. Québec: Conseil du Statut de la Femme.
- Richer, J. 1985. Pension alimentaire – Histoires d'ex. Justice 7(2):18-22.
- Rosenfeld, R.A. 1980. Disparités socio-économiques entre les hommes et les femmes: aperçu des résultats et explications. Dans Observations sur les revenus au Canada. Ottawa: Conseil économique du Canada.
- Ross, D. 1983. Données de base sur la pauvreté au Canada – 1983. Ottawa: Conseil canadien du développement social.
- Scott, H. 1984. Working Your Way to the Bottom: The Feminisation of Poverty. London: Pandora Press.
- Séguin, F. 1986. Les impacts des nouvelles technologies de bureau. Le Devoir 29 (octobre): 10.
- Shaver, F. 1982. Travail à temps partiel: avantages restreints. Mémoire présenté à la Commission d'enquête sur le travail à temps partiel, Jennifer Stoddart (ed.). Ottawa: Conseil consultatif canadien de la situation de la femme.
- Shaw, L.B. 1985. Determinants of the increasing work attachment of married women. Work and Occupations 12(1):41-57.
- Statistique Canada. 1981. Projections des ménages et des familles, 1976-2001. Catalogue 91-522. Ottawa.
- \_\_\_\_\_. 1984a. L'évolution des revenus au Canada: 1970-1980. Catalogue 99-941. Ottawa.
- \_\_\_\_\_. 1984b. Coup d'oeil sur les revenus des Canadiens de 1951 à 1981. Catalogue 13-581F. Ottawa.
- \_\_\_\_\_. 1985. Portrait statistique des femmes au Canada. Catalogue 89-503F. Ottawa.
- \_\_\_\_\_. 1986a. La population active, décembre 1985. Catalogue 71-001. Ottawa.
- \_\_\_\_\_. 1986b. Tendances sociales canadiennes. Catalogue 11-008. Ottawa.
- Treiman, D.J. et H.I. Hartmann. 1981. Women, Work and Wages: Equal Pay for Jobs of Equal Value. Committee on Occupational Classification and Analysis. Washington, D.C.: National Academy Press.

*Modifications de la situation socio-économique des femmes*

- Vandelac, L., D. Belisle, A. Gauthier, et Y. Pinard. 1985. *Du travail et de l'amour*. Montréal: Saint-Martin.
- Waite, L.J. 1980. Working wives and the family life cycle. *American Journal of Sociology* 86(2):272-294.
- Wargon, S. 1979. *L'enfant dans la famille canadienne*. Catalogue 98-810. Ottawa: Statistique Canada.
- White, J. 1983. *Les femmes et le travail à temps partiel*. Ottawa: Comité consultatif canadien sur le Statut de la femme.
- Yeandle, S. 1984. *Women's Working Live*. London and New York: Tavistock Publications.
- Yohalem, A. 1980. *Women Returning to Work — Policies and Progress in Five Countries*. Montclair, N.J.: Allanheld, Osmun.

